

## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

### Contacts médias:

Directeur des Relations publiques: Jeff Lovitt  
Tél.: +49-30-3438 2045

Attachées de presse: Jana Kotalik/Sarah Tyler  
Tél.: +49-30-3438 2061/19, Fax: +49-30-3470 3912  
E-mail: [press@transparency.org](mailto:press@transparency.org)



# TRANSPARENCY INTERNATIONAL

*La Coalition contre la corruption*

<http://www.transparency.org>

Otto-Suhr-Allee 97-99,  
10585 Berlin, Allemagne  
Tél.: +49-30-3438 2061  
Fax: +49-30-3470 3912

**Embargo: mercredi 28 août 2002, 15h, heure de l'Europe centrale**

## **Elites politiques corrompues et investisseurs sans scrupule portent un coup mortel au développement durable, annonce Transparency International**

L'Indice de Perceptions de la Corruption 2002 porte sur un nombre record de 102 pays. 70% des États classés dans le nouvel Indice obtiennent moins de 5 sur un score maximum de 10.

**Berlin, 28 août 2002** --- « Les élites politiques et leurs acolytes continuent de toucher des pots-de-vin chaque fois que l'occasion se présente », a déclaré aujourd'hui Peter Eigen, Président de Transparency International (TI) à l'occasion de la parution de l'Indice de Perceptions de la Corruption 2002 (IPC). « Main dans la main avec des milieux d'affaires corrompus, ils enchaînent des nations entières dans la pauvreté, freinant ainsi leur développement durable. La corruption est extrêmement élevée dans les régions pauvres du monde mais également dans beaucoup de pays dont les sociétés investissent dans les pays en voie de développement », a-t-il ajouté.

« S'il est vrai que de plus en plus de responsables politiques affirment haut et fort vouloir lutter contre la corruption, ils ne semblent toutefois pas entendre le message sans équivoque de l'IPC de TI : il faut mettre un terme à la corruption pour arrêter le cercle vicieux de la pauvreté et des pots-de-vin. 70% des pays classés obtiennent moins de 5 sur un score maximum de 10 dans l'Indice 2002 qui reflète le degré de corruption ressenti comme existant au sein des services publics et de la classe politique. »

« Dans les pays en développement, des élites politiques corrompues travaillent de concert avec des hommes et des femmes d'affaires avides de gain ainsi que des investisseurs sans scrupule. Pour ces personnes, leur enrichissement personnel passe avant le développement économique de leur pays et le bien-être de leurs concitoyens », a dit Peter Eigen, avant de préciser: « de la déforestation illégale aux diamants extraits dans le sang et les larmes, on assiste au pillage de la planète et de ses habitants sans tenir compte des besoins des générations futures. »

L'Indice de cette année, publié par Transparency International, la plus grande organisation internationale non gouvernementale de lutte contre la corruption, répertorie 102 pays. La corruption est perçue comme gangrenant la société en Indonésie, au Kenya, en Angola, à Madagascar, au Paraguay, au Nigeria et au Bangladesh qui enregistrent un score inférieur à 2. Certains pays parmi les plus riches du monde comme la Finlande, le Danemark, la Nouvelle-Zélande, Singapour et la Suède atteignent un score de 9 ou plus, indiquant de très bas niveaux perçus de corruption.

Peter Eigen a tenu à souligner les changements intervenus dans l'IPC 2002. « Au cours de l'année écoulée, la crédibilité du système démocratique a été mise à mal dans certaines régions du monde. Dans plusieurs pays

d'Amérique latine, la corruption et la mauvaise gestion par les élites politiques ont affaibli la confiance placée dans les structures démocratiques mises en place après la fin du régime militaire. C'est le cas par exemple de l'Argentine, où la perception de la corruption a atteint un niveau record. Citons encore le Panama, le Honduras, le Guatemala, le Nicaragua, le Venezuela, l'Equateur, Haïti et le Paraguay qui obtiennent un score de 3 ou moins dans l'IPC 2002. »

Certains pays en transition de l'ancien bloc communiste (la Slovaquie par exemple, qui enregistre un score bien meilleur que certains pays membres de l'Union européenne comme l'Italie et la Grèce) sont perçus comme étant moins corrompus. Toutefois, beaucoup de pays issus de l'implosion de l'ancienne URSS continuent d'être gangrenés par la corruption. « Les décisions récentes prises par le Président Vladimir Poutine en vue de réformer le système fiscal et d'introduire de nouvelles lois contre le blanchiment d'argent, sont autant de pas dans la bonne direction. Ces mesures ont contribué à réduire la perception de la corruption en Russie », a indiqué Peter Eigen qui a conclu : « mais l'IPC 2002 montre que la Russie a encore un long chemin à parcourir pour mettre fin à la corruption rampante dans le pays, corruption qui frappe également l'Ouzbékistan, la Géorgie, l'Ukraine, le Kazakhstan, la Moldavie et l'Azerbaïdjan, dont les scores dans l'IPC 2002 sont inférieurs à 3 sur 10. »

L'IPC est un indice composite basé sur des sondages reflétant la perception des milieux d'affaires et des analystes-pays, résidents ou expatriés. Publié pour la première fois en 1995, l'Indice de cette année s'appuie sur 15 enquêtes réalisées par 9 organismes indépendants. Ces enquêtes ont été menées entre 2000 et 2002 et aucun pays n'a été inclus dans l'IPC sans que l'on ait obtenu les résultats d'au moins 3 enquêtes. « Il est important de souligner que l'IPC 2002, même s'il porte sur 102 pays, ne représente qu'un aperçu ponctuel et ne couvre qu'un peu plus de la moitié des 200 États souverains du monde », a précisé Peter Eigen. « En outre, pour certains pays, qui présentent un niveau de corruption très élevé, nous ne disposons pas de données suffisantes pour pouvoir les inclure dans l'Indice. »

L'IPC 2002 complète un autre Indice de TI classant les pays exportateurs en fonction de la propension de certaines de leurs sociétés à offrir des pots-de-vin dans les pays émergents. Cet Indice de corruption des pays exportateurs (IPCE) a été publié le 14 mai 2002. Il révèle une très grande propension des entreprises en Russie, en Chine, à Taiwan et en Corée du Sud à effectuer des paiements de pots-de-vin. Elles sont suivies de près par des sociétés en Italie, à Hong Kong, en Malaisie, au Japon, aux Etats-Unis et en France. Ces résultats peuvent paraître surprenants dans la mesure où la plupart de ces pays ont signé la Convention sur la lutte contre la corruption de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE) qui rend illégale la corruption de fonctionnaires étrangers.

Pour sa part, Tunku Abdul Aziz, Vice-Président de TI, a déclaré en Malaisie, à l'occasion du lancement de l'IPC 2002: « Une fois de plus, l'IPC confirme que la corruption est un mal qui touche non seulement les pays en voie de développement mais aussi les pays développés. La corruption est neutre. Elle frappe toutes les nations, petites ou grandes, riches ou pauvres. Il est donc d'autant plus important que le Nord et le Sud s'attellent à la tâche pour lutter de façon plus vigoureuse et plus convaincante contre la corruption. »

« Du fait de leurs ressources et de leurs moyens, les pays développés ont une responsabilité humanitaire particulière pour diligenter des enquêtes et poursuivre les entreprises qui ont recours aux pots-de-vin. Ces pots-de-vin, et autres tentatives pour corrompre des agents publics, nuisent au bon développement des pays pauvres qui sont otages du cercle vicieux du dénuement, de la faim et des maladies. »

Le Vice-Président de TI a ajouté: « La corruption continue de dénier aux pauvres, aux exclus et aux moins éduqués de nos sociétés les bénéfices politiques, économiques et sociaux qui leurs sont dus. Dans les sociétés qui ont réussi à se débarrasser du joug de la corruption, de tels bénéfices sont considérés comme allant de soi. »

Avant de partir pour le Sommet des Nations Unies sur le développement durable à Johannesburg en Afrique du sud (du 26 août au 4 septembre 2002), Peter Eigen a insisté pour que « le sommet de Johannesburg débouche sur des actions concrètes. La corruption empêche le développement durable et ravit aux jeunes générations d'aujourd'hui les ressources dont elles auront besoin pour survivre demain. Lorsqu'ils signeront la Déclaration de Johannesburg, les chefs d'États et de gouvernement devront, non pas donner de faux espoirs, mais au contraire faire des promesses qu'ils pourront tenir. »

« Je me félicite des objectifs ambitieux formulés dans le cadre du Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique. La bonne gouvernance et la transparence sont essentielles au développement durable », a poursuivi le Président de TI. « Tout comme les institutions internationales et les organismes donateurs doivent désormais insister sur la transparence et la bonne gouvernance, les hommes politiques doivent à leur tour relever le défi au niveau national. Le nouvel Indice de Perceptions de la Corruption est sans équivoque à ce sujet : la tâche qui leur incombe est colossale. Ils doivent délimiter le cadre légal dans lequel se font les investissements pour que la loi soit respectée et appliquée de manière équitable et non pas de façon arbitraire. Pratiquement, cela signifie par exemple que les industries extractives comme les forages pétrolières respectent les règles du développement durable, tant pour l'environnement que pour le développement de l'économie locale. »

### Contacts médias pour l'IPC 2002

**Berlin:** Jeff Lovitt/Jana Kotalik/Sarah Tyler

Tél.: +49-30-3438 2045/61/19

Fax: +49-30-3470 3912

E-mail: [press@transparency.org](mailto:press@transparency.org)

**Royaume-Uni:** Jeremy Pope

Tél.: +44-207 610 1400

Fax: +44-207 610 1550

E-mail: [pope@transparency.org](mailto:pope@transparency.org)

**Autres informations techniques sur l'IPC**

Dr Johann Graf Lambsdorff (Conseiller IPC et Directeur des Travaux statistiques de l'IPC),  
Université de Göttingen, Tél.: +49-551-397298

Fax: +49-551-392054, E-mail:  
[jlambsd@gwdg.de](mailto:jlambsd@gwdg.de)

Fredrik Galtung, Responsable de la Recherche

Tél. (Jusqu'au 29 août): +34-96-588 9919

Tél.: +44-207 610 1400

E-mail: [galtung@transparency.org](mailto:galtung@transparency.org)

**A propos de TI:**

Transparency International a été créée en 1993. C'est la principale organisation internationale non gouvernementale et sans but lucratif vouée à la lutte contre la corruption. A l'heure actuelle, TI compte 87 sections nationales. Son secrétariat international se trouve à Berlin, en Allemagne. Pour plus d'informations sur TI ou sur ses sections nationales, vous pouvez visiter le site de TI sur: [www.transparency.org](http://www.transparency.org)





Rang du pays	Pays	Score IPC 2002	Études utilisées	Écart type	Marge haut-bas
1	Finlande	9.7	8	0.4	8.9 - 10.0
2	Danemark	9.5	8	0.3	8.9 - 9.9
	Nouvelle-Zélande	9.5	8	0.2	8.9 - 9.6
4	Islande	9.4	6	0.4	8.8 - 10.0
5	Singapour	9.3	13	0.2	8.9 - 9.6
	Suède	9.3	10	0.2	8.9 - 9.6
7	Canada	9.0	10	0.2	8.7 - 9.3
	Luxembourg	9.0	5	0.5	8.5 - 9.9
	Pays-Bas	9.0	9	0.3	8.5 - 9.3
10	Royaume-Uni	8.7	11	0.5	7.8 - 9.4
11	Australie	8.6	11	1.0	6.1 - 9.3
12	Norvège	8.5	8	0.9	6.9 - 9.3
	Suisse	8.5	9	0.9	6.8 - 9.4
14	Hong Kong	8.2	11	0.8	6.6 - 9.4
15	Autriche	7.8	8	0.5	7.2 - 8.7
16	Etats-Unis	7.7	12	0.8	5.5 - 8.7
17	Chili	7.5	10	0.9	5.6 - 8.8
18	Allemagne	7.3	10	1.0	5.0 - 8.1
	Israël	7.3	9	0.9	5.2 - 8.0
20	Belgique	7.1	8	0.9	5.5 - 8.7
	Japon	7.1	12	0.9	5.5 - 7.9
	Espagne	7.1	10	1.0	5.2 - 8.9
23	Irlande	6.9	8	0.9	5.5 - 8.1
24	Botswana	6.4	5	1.5	5.3 - 8.9
25	France	6.3	10	0.9	4.8 - 7.8
	Portugal	6.3	9	1.0	5.5 - 8.0
27	Slovénie	6.0	9	1.4	4.7 - 8.9
28	Namibie	5.7	5	2.2	3.6 - 8.9
29	Estonie	5.6	8	0.6	5.2 - 6.6
	Taiwan	5.6	12	0.8	3.9 - 6.6
31	Italie	5.2	11	1.1	3.4 - 7.2
32	Uruguay	5.1	5	0.7	4.2 - 6.1
33	Hongrie	4.9	11	0.5	4.0 - 5.6
	Malaisie	4.9	11	0.6	3.6 - 5.7
	Trinité-et-Tobago	4.9	4	1.5	3.6 - 6.9
36	Rép. du Bélarus	4.8	3	1.3	3.3 - 5.8
	Lituanie	4.8	7	1.9	3.4 - 7.6
	Afrique du Sud	4.8	11	0.5	3.9 - 5.5
	Tunisie	4.8	5	0.8	3.6 - 5.6
40	Costa Rica	4.5	6	0.9	3.6 - 5.9
	Jordanie	4.5	5	0.7	3.6 - 5.2
	Ile Maurice	4.5	6	0.8	3.5 - 5.5
	Corée du Sud	4.5	12	1.3	2.1 - 7.1
44	Grèce	4.2	8	0.7	3.7 - 5.5
45	Brésil	4.0	10	0.4	3.4 - 4.8
	Bulgarie	4.0	7	0.9	3.3 - 5.7
	Jamaïque	4.0	3	0.4	3.6 - 4.3
	Pérou	4.0	7	0.6	3.2 - 5.0
	Pologne	4.0	11	1.1	2.6 - 5.5

## Explications

Une description plus détaillée de la méthodologie utilisée pour calculer l'IPC 2002 est disponible sur: <http://www.transparency.org/cpi/index.html#cpi> ou sur : [www.gwdg.de/~uwww/2002.html](http://www.gwdg.de/~uwww/2002.html)

### Le Score IPC 2002

fait référence à la perception du degré de corruption tel que le ressentent les milieux d'affaires ainsi que les analystes de risques. Il s'étend de 10 (haut niveau de probité) à 0 (haut niveau de corruption).

### Les études utilisées

font référence au nombre d'études réalisées pour évaluer la performance d'un pays. 15 études provenant de 9 organismes indépendants ont été utilisées et un minimum de 3 études était requis avant de pouvoir inclure un pays dans l'IPC.

### L'écart type

indique les différences dans les valeurs données par les diverses sources: plus l'écart est grand, plus la perception diffère d'une source à l'autre.

### La marge haut-bas

fournit les valeurs les plus élevées et les plus basses données par les différentes sources.

Rang du pays	Pays	Score IPC 2002	Études utilisées	Écart type	Marge haut-bas
50	Ghana	3.9	4	1.4	2.7 - 5.9
51	Croatie	3.8	4	0.2	3.6 - 4.0
52	Rép. Tchèque	3.7	10	0.8	2.6 - 5.5
	Lettonie	3.7	4	0.2	3.5 - 3.9
	Maroc	3.7	4	1.8	1.7 - 5.5
	Rép. de Slovaquie	3.7	8	0.6	3.0 - 4.6
	Sri Lanka	3.7	4	0.4	3.3 - 4.3
57	Colombie	3.6	10	0.7	2.6 - 4.6
	Mexique	3.6	10	0.6	2.5 - 4.9
59	Chine	3.5	11	1.0	2.0 - 5.6
	Rép. Dominicaine	3.5	4	0.4	3.0 - 3.9
	Éthiopie	3.5	3	0.5	3.0 - 4.0
62	Égypte	3.4	7	1.3	1.7 - 5.3
	El Salvador	3.4	6	0.8	2.0 - 4.2
64	Thaïlande	3.2	11	0.7	1.5 - 4.1
	Turquie	3.2	10	0.9	1.9 - 4.6
66	Sénégal	3.1	4	1.7	1.7 - 5.5
67	Panama	3.0	5	0.8	1.7 - 3.6
68	Malawi	2.9	4	0.9	2.0 - 4.0
	Ouzbékistan	2.9	4	1.0	2.0 - 4.1
70	Argentine	2.8	10	0.6	1.7 - 3.8
71	Côte d'Ivoire	2.7	4	0.8	2.0 - 3.4
	Honduras	2.7	5	0.6	2.0 - 3.4
	Inde	2.7	12	0.4	2.4 - 3.6
	Russie	2.7	12	1.0	1.5 - 5.0
	Tanzanie	2.7	4	0.7	2.0 - 3.4
	Zimbabwe	2.7	6	0.5	2.0 - 3.3
77	Pakistan	2.6	3	1.2	1.7 - 4.0
	Philippines	2.6	11	0.6	1.7 - 3.6
	Roumanie	2.6	7	0.8	1.7 - 3.6
	Zambie	2.6	4	0.5	2.0 - 3.2
81	Albanie	2.5	3	0.8	1.7 - 3.3
	Guatémala	2.5	6	0.6	1.7 - 3.5
	Nicaragua	2.5	5	0.7	1.7 - 3.4
	Venezuela	2.5	10	0.5	1.5 - 3.2
85	Géorgie	2.4	3	0.7	1.7 - 2.9
	Ukraine	2.4	6	0.7	1.7 - 3.8
	Vietnam	2.4	7	0.8	1.5 - 3.6
88	Kazakhstan	2.3	4	1.1	1.7 - 3.9
89	Bolivie	2.2	6	0.4	1.7 - 2.9
	Cameroun	2.2	4	0.7	1.7 - 3.2
	Équateur	2.2	7	0.3	1.7 - 2.6
	Haïti	2.2	3	1.7	0.8 - 4.0
93	Moldavie	2.1	4	0.6	1.7 - 3.0
	Ouganda	2.1	4	0.3	1.9 - 2.6
95	Azerbaïdjan	2.0	4	0.3	1.7 - 2.4
96	Indonésie	1.9	12	0.6	0.8 - 3.0
	Kenya	1.9	5	0.3	1.7 - 2.5
98	Angola	1.7	3	0.2	1.6 - 2.0
	Madagascar	1.7	3	0.7	1.3 - 2.5
	Paraguay	1.7	3	0.2	1.5 - 2.0
101	Nigeria	1.6	6	0.6	0.9 - 2.5
102	Bangladesh	1.2	5	0.7	0.3 - 2.0

## Explications

Une description plus détaillée de la méthodologie utilisée pour calculer l'IPC 2002 est disponible sur: <http://www.transparency.org/cpi/index.html#cpi> ou sur : [www.gwdg.de/~uwww/2002.html](http://www.gwdg.de/~uwww/2002.html)

### Le Score IPC 2002

fait référence à la perception du degré de corruption tel que le ressentent les milieux d'affaires ainsi que les analystes de risques. Il s'étend de 10 (haut niveau de probité) à 0 (haut niveau de corruption).

### Les études utilisées

font référence au nombre d'études réalisées pour évaluer la performance d'un pays. 15 études provenant de 9 organismes indépendants ont été utilisées et un minimum de 3 études était requis avant de pouvoir inclure un pays dans l'IPC.

### L'écart type

indique les différences dans les valeurs données par les diverses sources: plus l'écart est grand, plus la perception diffère d'une source à l'autre.

### La marge haut-bas

fournit les valeurs les plus élevées et les plus basses données par les différentes sources.

## Questions et Réponses sur L'Indice de Perceptions de la Corruption (IPC) 2002 de TI

### **Qu'est-ce que l'Indice de Perceptions de la Corruption ?**

L'Indice de Perceptions de la Corruption (IPC) de TI classe cette année 102 pays en fonction du degré de corruption ressenti comme existant dans les administrations publiques et la classe politique. C'est un indice composite faisant appel à 15 études et sondages différents, réalisés par 9 organismes indépendants auprès des milieux d'affaires et des analystes de risques-pays, incluant des études auprès de la population locale et expatriée.

### **Comment la corruption est-elle définie afin d'établir les indices TI ?**

TI concentre son attention sur la corruption dans le secteur public et définit la corruption comme l'abus d'une fonction publique à des fins d'enrichissement personnel. Les études recueillies pour établir l'IPC tendent à poser des questions en rapport avec l'abus d'un pouvoir officiel dans un intérêt personnel, en mettant l'accent, par exemple, sur l'acceptation de pots-de-vin par des fonctionnaires dans les marchés publics. Les études ne font pas de différence entre corruption politique et corruption administrative.

### **Pourquoi l'Indice de Perceptions de la Corruption est-il un instrument précieux ?**

Parce que l'IPC découle de 15 études différentes qui recueillent à la fois la perception des habitants et des expatriés du pays mais aussi des hommes et des femmes d'affaires et des analystes de risques. L'Indice donne un aperçu de l'opinion des décideurs, qui jouent un rôle majeur en matière d'investissement et de commerce. L'IPC crée une conscience publique du problème de la corruption et renforce la pression exercée sur les gouvernements pour qu'ils s'attaquent directement au problème et à la mauvaise image de leur nation, reflétée par un mauvais classement à l'IPC.

### **Quel est le rôle joué par les exportateurs dans les transactions internationales illicites ?**

Le 14 mai 2002, TI a publié un indice complémentaire classant les pays exportateurs en fonction de leur propension à offrir des pots-de-vin. Cet indice de corruption des pays exportateurs (IPCE) peut être consulté sur : <http://www.transparency.org/surveys/index.html#bpi>. (Le premier IPCE a été publié en 1999.) Il complète l'IPC et souligne le fait que, dans les transactions commerciales internationales, la corruption implique tant ceux qui donnent que ceux qui reçoivent. Ne s'intéressant qu'à ces derniers, l'IPC ne donne qu'une image incomplète.

### **Est-il exact de conclure que le pays le plus mal classé est le plus corrompu du monde ?**

Non. Tout d'abord, le pays le plus mal classé est celui qui est perçu comme le plus corrompu parmi ceux qui sont inclus dans l'Indice. L'IPC se base sur des sondages, qui ne sont que des aperçus ponctuels et reflètent aussi bien des opinions que des expériences. En outre, il existe plus de 200 nations souveraines dans le monde et l'IPC 2002 n'en répertorie que 102 - TI ne dispose pas de données suffisamment fiables pour tous les pays, même si le nombre de pays recensés est le plus élevé jamais publié depuis la création de l'IPC.

### **Pourquoi l'IPC se base-t-il uniquement sur des perceptions ?**

Il est difficile de fonder des affirmations comparatives sur les niveaux de corruption dans différents pays en se servant de données factuelles rigoureuses, par exemple en comparant le nombre de poursuites judiciaires ou de procès. De telles données internes à un pays ne reflètent pas les niveaux réels de corruption mais plutôt l'aptitude de l'appareil judiciaire et/ou des médias à dévoiler la corruption. La seule méthode pour rassembler des données comparatives est donc de se référer à l'expérience et aux perceptions de ceux qui sont le plus directement confrontés aux réalités de la corruption.

### **Y a-t-il eu des changements dans le choix des groupes sondés pour l'IPC cette année ?**

Oui, des changements significatifs sont intervenus cette année, ce qui est l'occasion de rappeler qu'il ne faut pas surévaluer les comparaisons d'année en année. Cette fois, nous avons utilisé 15 études menées par 9 organismes, contre 14 études menées par 7 organismes en 2001. La crédibilité de l'IPC s'est trouvée renforcée par le fait que le point de vue des populations locales correspondait à celui exprimé par les expatriés. Par le passé, les expatriés appartenaient souvent aux milieux d'affaires occidentaux. Le point de vue des pays moins développés semblait être sous représenté. Cela est en passe de changer. En effet, TI a demandé à l'institut de sondage Gallup International d'interroger les hommes et femmes d'affaires des pays émergents pour qu'ils donnent leur point de vue sur la performance des fonctionnaires des pays industrialisés. Les résultats de ce sondage sont en étroite corrélation avec d'autres études. Cela indique que l'IPC rassemble des perceptions constantes quelles que soient les conditions culturelles préalables et que ces perceptions offrent une vision globale.

### **Quels sont les critères retenus pour sélectionner les études utilisées ?**

TI recherche des données d'un excellent niveau pour l'IPC et, pour être retenues, les données doivent être bien documentées et suffisantes pour permettre un jugement sur leur fiabilité. TI entend s'assurer que les sources utilisées sont d'excellente qualité, les méthodes retenues pour analyser les résultats de premier ordre et que le travail d'enquête est parfaitement intègre. TI ne doute pas que ces critères s'appliquent à l'IPC. Une description plus détaillée de la méthodologie sur laquelle repose l'indice 2002 est disponible sur <http://www.transparency.org/cpi/index.html#cpi> ou sur [www.gwdg.de/~uwww/2002.html](http://www.gwdg.de/~uwww/2002.html) Elle est soumise à l'examen d'un Comité de pilotage constitué des meilleurs experts internationaux en matière de corruption, d'économétrie et de statistiques. Les membres de ce Comité émettent des propositions pour améliorer l'IPC, mais c'est la direction de TI qui prend les décisions finales sur la méthodologie utilisée. En conséquence, la méthodologie de l'IPC et la façon dont il est présenté n'engagent pas le Comité ni ses membres.

### **Quels sont les pays classés dans l'IPC 2002 ?**

TI exige qu'au moins trois sources soient disponibles pour un pays avant de considérer que la base de données est suffisamment étayée pour permettre d'inclure ce pays dans l'indice. Les pays pour lesquels nous ne disposons que d'une ou deux sources de données ne sont donc pas classés dans l'IPC. L'Albanie, l'Angola, la république du Bélarus (ancienne Biélorussie), l'Éthiopie, la Géorgie, Haïti, la Jamaïque, Madagascar, le Maroc, le Paraguay et le Sri Lanka ont été inclus cette année car, contrairement à l'année dernière, nous disposons désormais de trois sources pour ces pays.

### **Y-a-t-il des pays inclus dans l'IPC 2001 mais qui n'apparaissent pas dans l'IPC 2002 ?**

Non. Tous les pays inclus dans l'IPC 2001 sont également inclus dans l'IPC 2002.

### **Le score d'un pays est-il fiable pour mesurer le niveau perçu de corruption ?**

En termes de perception de la corruption, l'IPC constitue un instrument de mesure sérieux. La fiabilité varie toutefois d'un pays à l'autre. Le score et le classement des pays pour lesquels les sources sont peu nombreuses ou donnent des valeurs très différentes (indiquées par un important écart type) sont moins fiables que les autres.

### **De quand datent les études utilisées pour l'IPC ?**

L'IPC est basé sur les données recueillies entre 2000 et 2002. Les niveaux de corruption dans un pays ne peuvent connaître des changements fondamentaux que très lentement alors que la perception de l'opinion publique est susceptible de changer plus rapidement et d'être influencée par des événements ponctuels. TI a donc décidé de fonder l'IPC sur une moyenne glissante sur trois ans. C'est pourquoi, l'IPC de cette année repose sur des données rassemblées exclusivement entre 2000 et 2002.

### **Quelles sont les sources qui ont contribué à l'évaluation de chaque pays ?**

Vous trouverez une liste des sources et études utilisées pour l'IPC en dernière page du communiqué de presse. Une liste des sources ayant contribué à l'évaluation de chacun des pays est disponible sur Internet, sous format Excel (<http://www.transparency.org/cpi/index.html#cpi> or [www.gwdg.de/~uwww/2002.html](http://www.gwdg.de/~uwww/2002.html)). Ce document fournit également de plus amples informations sur les erreurs types et les intervalles de confiance pour chaque pays.

### **Peut-on comparer les données d'une année avec celles de l'année précédente ?**

Toute comparaison doit être basée sur le score du pays et non son rang dans le classement. Le rang d'un pays peut changer tout simplement parce que de nouveaux pays entrent dans l'indice, tandis que d'autres disparaissent. Un score élevé signifie que les personnes interrogées ont attribué de meilleures notes, tandis qu'un score faible indique que les personnes interrogées ont révisé à la baisse leur perception. Toutefois, la variation d'une année sur l'autre du score d'un pays ne résulte pas uniquement d'un changement dans la perception des performances de ce pays mais également d'une méthodologie et d'échantillons différents. Les personnes sondées ayant changé et les méthodologies étant légèrement différentes, l'évolution du score d'un pays ne peut être uniquement attribuée à des variations réelles de la performance de ce pays.

Par rapport à l'IPC 2001, le score du Bangladesh s'est amélioré de 0.8 points. Toutefois cette différence est due uniquement à un changement méthodologique: en effet, la nouvelle technique de standardisation évite les chiffres négatifs. Ainsi, par exemple, le chiffre le plus bas réalisé était celui du Bangladesh avec - 1,7 point. Cette année le score standardisé le plus bas est de 0.3 en raison d'un changement méthodologique. Les valeurs fondamentales du Bangladesh sont restées constantes pour la plupart. Par conséquent, le score plus élevé de cette année ne signifie pas que des améliorations ont eu lieu dans le pays. En fait, c'est même le contraire qui s'est produit: les résultats de 2001 ont été confirmés par l'IPC 2002. Tout semble démontrer (essentiellement par le fait que l'écart type des données est bas) que le Bangladesh est perçu comme un pays miné par la corruption. Pour les experts, signalons le point suivant : si TI avait utilisé son ancienne méthode de calcul, en 2002, l'IPC du Bangladesh aurait été de 0,2 avec un écart type de 1,4. La marge haut-bas aurait été comprise entre -1,4 et 1,8.

### **Quels sont les pays dont les scores se sont le plus dégradés entre 2001 et 2002 ?**

Comme on l'a déjà dit, la comparaison entre deux années est délicate. Toutefois, dans la mesure où les changements peuvent être attribués à une évolution des résultats des sources individuelles, il est possible d'identifier certaines tendances avec précaution. L'Argentine, l'Irlande et la Moldavie sont des exemples notables de tendance à la baisse. La chute considérable de leur score n'est pas due à des raisons techniques ; une évolution réelle des perceptions est de ce fait vraisemblable.

### **Quels pays ont le plus progressé depuis l'année dernière ?**

En exprimant les mêmes réserves et en s'appuyant sur les données de sources utilisées de façon constante pour établir l'Indice, on peut constater une amélioration à Hong Kong, en Corée du Sud, en république Dominicaine, en république de Slovénie et en Russie.

## Sources des études pour l'indice de Perceptions de la Corruption (IPC) 2002

Nombre	1		2		3	
Source	Columbia University (CU)		Political & Economic Risk Consultancy			
Nom	State Capacity Survey		Asian Intelligence Issue			
Année	2001		2000		2001	
Adresse Internet			<a href="http://www.asiarisk.com/">http://www.asiarisk.com/</a>			
Groupe sondé	Évaluation par des analystes politiques, des universitaires et des journalistes résidents aux États-Unis		Cadres commerciaux expatriés			
Sujet abordé	Ampleur de la corruption dans l'État		Étendue de la corruption qui nuit aux relations commerciales des sociétés étrangères.		Comment évaluez-vous la corruption en termes de gravité ou d'influence sur les conditions générales de vie/travail ?	
Nombre de réponses	251		1,027		ca. 1,000	
Zone couverte	121 pays		14 pays			
Nombre	4		5		6	
Source	Institute for Management Development, IMD, Switzerland					
Nom	World Competitiveness Yearbook					
Année	2000		2001		2002	
Adresse Internet	<a href="http://www.imd.ch/wcy">www.imd.ch/wcy</a>					
Groupe sondé	Cadres dirigeants supérieurs et moyens: entreprises nationales et internationales					
Sujet abordé	Pots-de-vin et corruption existants dans le secteur public			Pots-de-vin et corruption existants dans l'économie		
Nombre de réponses	4,160		3,678		3,532	
Zone couverte	47 pays		49 pays			
Nombre	7		8		9	
Source	World Bank		PricewaterhouseCoopers		Gallup International pour Transparency International	
Nom	World Business Environment Survey		Opacity Index		Bribe Payers Index	
Année	2001		2001		2002	
Adresse Internet	<a href="http://www1.worldbank.org/beext/resources/assess-wbessurvey-alt.htm">www1.worldbank.org/beext/resources/assess-wbessurvey-alt.htm</a>		<a href="http://www.opacityindex.com/">www.opacityindex.com/</a>		<a href="http://www.transparency.org/surveys/index.html#bpi">http://www.transparency.org/surveys/index.html#bpi</a>	
Groupe sondé	Cadres dirigeants supérieurs		Directeurs financiers, gestionnaires de fonds, banquiers, salariés de PricewaterhouseCoopers		Cadres supérieurs de 15 pays émergents	
Sujet abordé	"Fréquence des pots-de-vin" et "la corruption en tant que frein au commerce"		Fréquence de la corruption dans différents contextes (par exemple : pour l'obtention de permis à l'importation/exportation, de subsides, pour éviter de payer des contributions fiscales)		Fréquence des pots-de-vin à la classe politique, aux hauts fonctionnaires et aux magistrats et impact sur les affaires des coûts induits par les pots-de-vin	
Nombre de réponses	10,090		1,357		835	
Zone couverte	79 pays <sup>1</sup>		34 pays		21 pays	
Nombre	10		11		12	
Source	Economist Intelligence Unit		Freedom House		World Economic Forum	
Nom	Country Risk Service and Country Forecast		Nations in Transit		Africa Competitiveness Report	
Année	2002		2002		2000	
Adresse Internet	<a href="http://www.eiu.com">www.eiu.com</a>		<a href="http://www.freedomhouse.org">www.freedomhouse.org</a>		<a href="http://www.weforum.org">www.weforum.org</a>	
Groupe sondé	Évaluation d'experts (expatriés)		Évaluation d'universitaires et de salariés de Freedom House		Hauts dirigeants commerciaux : sociétés nationales et internationales	
Sujet abordé	Évaluation de l'étendue de la corruption (l'abus d'une fonction publique à des fins personnelles ou politiques) parmi les responsables politiques et les fonctionnaires		Niveaux de corruption		Quel est l'impact de la corruption? Des paiements supplémentaires irréguliers sont-ils exigés ? Pour des montants élevés ?	
Nombre de réponses	Pas applicable		Pas applicable		1,800	
Zone couverte	115 pays		27 économies de transition		26 pays	
Nombre	13		14		15	
Source	World Economic Forum					
Nom	Global Competitiveness Report					
Année	2000		2001		2002	
Adresse Internet	<a href="http://www.weforum.org">www.weforum.org</a>					
Groupe sondé	Hauts dirigeants commerciaux: sociétés nationales et internationales					
Sujet abordé	Les paiements supplémentaires irréguliers en rapport avec les permis d'importation et d'exportation, les services et les marchés publics, les licences commerciales, les contributions fiscales ou les demandes de prêts sont courants/pas courants.			Les questions (en plus de celles mentionnées dans la case de gauche) font référence à des paiements en rapport avec une réglementation favorable et des décisions judiciaires.		
Nombre de réponses	4,022		environ 4,600		environ 4,700	
Zone couverte	59 pays		76 pays		80 pays	

<sup>1</sup> L'étude a été menée dans 81 pays mais les données étaient insuffisantes pour deux pays.